

## Qu'est ce qu'une directive paysagère ?

Les directives paysagères, dont les dispositions ont été codifiées à l'article L 350-1 du code de l'environnement, ont pour but, sur un territoire « remarquable pour son intérêt paysager », d'assurer la protection et la mise en valeur des éléments caractéristiques structurant un paysage en fixant les orientations et principes fondamentaux.

- ✎ *L'intérêt paysager peut se définir par, l'unité, la cohérence d'un territoire, la richesse particulière en matière de patrimoine (mode de vie, habitat ou activité).*
- ✎ *Le périmètre d'application de la procédure peut être variable. Il peut concerner une ou plusieurs communes, ou des territoires déjà concernés par une « mesure de protection nationale » (Parcs nationaux, sites) ou décentralisé (Parc naturel régional, schémas directeurs, etc.)*
- ✎ *Il existe à ce jour quatre directive paysagère en France en cours d'élaboration dont une dans la région Paca dans le massif des Alpilles (Bouches du Rhône).*

- **Textes** : loi n°93-24 du 8 janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages ; décret 94-283 du 11/04, circulaire n°95-23 du 15 mars 1995; art L 350-1 du code de l'environnement
- **Objectifs** : protection et mise en valeur du paysage
- **Champ d'application** : territoire remarquable pour son intérêt paysager
- **Initiative** : État et collectivités territoriales
- **Contraintes** : opposable aux documents d'urbanisme, réglementation concernant la réalisation des coupes et abattages d'arbres (y compris arbres d'alignement) qui pourrait avoir un impact paysager
- **Autorité administrative** : Préfet

### ➤ Quelle est la procédure de création?

Les directives paysagères sont lancées à l'initiative de l'État ou de Collectivités Territoriales qui peuvent faire une proposition au Ministre chargé de l'Environnement. Celui-ci prend la décision par arrêté.

- ✎ Le préfet, sous l'autorité duquel est conduite l'élaboration et l'instruction du projet, fixe par arrêté les modalités de la concertation avec les collectivités intéressées, la liste des personnes publiques et privées associées, le contenu de la directive et la définition de son périmètre. Il désigne le service déconcentré de l'État (en général la DIREN 712010) chargé du suivi des études paysagères et de l'élaboration de la directive.
  - ✎ *Les collectivités territoriales concernées par la zone d'étude ou leurs groupements, les associations de défense de l'environnement et des paysages agréées et les organisations professionnelles concernées sont associées à l'élaboration de la directive.*
- ✎ Le projet est soumis pour avis à chaque collectivité, puis à la commission départementale des sites perspectives et paysages, et à la commission d'aménagement foncier.
- ✎ Il est ensuite mis à la disposition du public pendant 1 mois.
- ✎ L'approbation de la directive intervient par décret du Conseil d'État, après transmission au Ministre chargé de l'Environnement (modifié s'il y a lieu pour tenir compte des avis).

## ➤ Que contient une directive paysagère ?

↪ Le **rapport de présentation** explique et justifie le principe de la directive avec une analyse de l'état initial du paysage à protéger (effectué par des paysagistes).

↪ **L'orientation et les principes fondamentaux** constitue le coeur de la directive. Ils contiennent les éléments applicables et directement opposables aux documents urbanisme.

↪ Les **documents graphiques** de visualisation du périmètre d'application et de mise en évidence des éléments de nature à éclairer les orientations et principes fondamentaux (structures paysagères, éléments marquants, cônes de vues)

↪ Un **cahier de recommandations**, outil pédagogique et incitatif, mais facultatif. Il est à l'attention des différents acteurs du périmètre visé afin qu'ils prennent en compte le paysage dans leurs actions quotidiennes (État, collectivités territoriales, agriculteurs, forestiers, etc.).



*la Sainte Beaume*

## ➤ Quels sont les effets de la directive paysagère ?

↪ Les documents d'urbanisme (Schémas directeurs, Plan d'Occupation des Sols, Plan Local d'Urbanisme 635306) doivent être compatibles avec la directive. Si ce n'est pas le cas, le préfet peut « inviter » les communes à les rendre compatibles.

↪ Les orientations et principes fondamentaux portent notamment sur les conditions de réalisation de certaines catégories de travaux ou d'aménagements (carrières, installations classées), l'implantation, l'aspect extérieur, le volume ou la hauteur des constructions, ainsi que sur les dispositions applicables en matière de camping, caravanage, clôtures, démolitions, défrichements, **coupes et abattages d'arbres**, publicité, enseignes et pré-enseignes.

✕ Les recommandations concernent les modalités de restauration des espaces dégradés, de choix de certaines espèces végétales, d'entretien des éléments de paysage tels que les haies, les zones humides, les chemins ou berges, les arbres et plantation d'alignement, ou d'utilisation de certains matériaux de construction.

✕ Certaines intercommunalités ont étudié des plans paysage ou des chartes paysagères. Il s'agit d'initiatives locales pour définir des politiques contractuelles relatives aux paysages ; elles n'ont pas de valeur réglementaire comme les directives paysage.